

Seul le texte prononcé fait foi

Sommet de Saint Malo

Jean-Pierre JOUYET
*Secrétaire d'Etat chargé des Affaires Européennes
de la République Française*

Mercredi 29 octobre matin

Monsieur le Président de la région Bretagne, *Jean-Yves le Drian*,
Mesdames, Messieurs,

Permettez moi tout d'abord de remercier, très chaleureusement, le réseau international des Gouvernements régionaux pour le développement durable (« Nrg4SD »), la Conférence des Régions périphériques maritimes d'Europe, ainsi que les préfetures de la région Bretagne et d'Ile et Vilaine pour avoir soutenu la tenue de ce Sommet mondial des régions.

Je me réjouis que soient réunis, ici, pour parler d'avenir, des représentants des régions mais aussi des États, de l'Union européenne, des ONG, de la société civile et de plusieurs agences de l'ONU. La lutte contre le changement climatique est un enjeu primordial que nous devons relever tous ensemble.

En particulier, les régions ont un rôle déterminant à jouer dans la lutte contre le changement climatique, j'en suis convaincu. Elles constituent un échelon complémentaire d'action par rapport à celui de l'Etat ou encore de l'Union européenne et, très souvent, des laboratoires d'idées et d'expériences concrètes en faveur du développement durable. Votre mobilisation est donc essentielle. Votre action nécessitera certes des investissements mais ce sont des investissements nécessaires et utiles pour l'avenir. Je peux vous assurer que l'action vous coûtera moins cher que l'inaction.

SOMMET MONDIAL DES RÉGIONS
World Summit of Regions

29-30 octobre 2008,
Saint-Malo • France

en partenariat avec  CRPM CPMR



Nous sommes entrés dans une ère où les catastrophes occasionnées par les aléas naturels prennent des proportions de plus en plus dramatiques. Elles aboutissent régulièrement à des crises humanitaires sans précédent. Or, le risque d'une augmentation du nombre de ces catastrophes et de leur intensité est avéré. C'est pourquoi il nous faut agir à la source même de ces dérèglements, il nous faut nous attaquer profondément aux racines du mal.

C'est dans cet état d'esprit que la présidence française négocie en ce moment même, avec détermination sur la base des propositions de la Commission, le paquet énergie/climat. C'est une des plus hautes priorités de notre Présidence du conseil de l'Union européenne. Certains voudraient remettre en cause cet objectif.

Mais comme le Président de la République française l'a rappelé encore à Strasbourg, devant le Parlement européen réuni en session plénière, le 21 octobre, ce qui est en jeu avec ce paquet, c'est l'adoption d'une politique énergétique et environnementale ambitieuse capable de changer nos comportements et d'accroître l'influence de l'Europe comme acteur global aux côtés des Etats-Unis, du Japon et des pays émergents. Il serait dramatique d'abandonner cette ambition au motif que la crise économique et financière nous a frappés. Au contraire, cette crise révèle l'épuisement du modèle de croissance actuel fondé sur l'endettement et la recherche d'une profitabilité excessive. C'est pourquoi il nous faut un mode de développement plus durable, plus économe en énergies fossiles et en ressources naturelles pour tirer la croissance de demain et favoriser le développement de produits technologiques à faible intensité carbonique. C'est le développement de ces modes de production propre qui permettra un rebond de la croissance.

Le Président de la République a donc rappelé ce qui n'était pas négociable à nos yeux :

- nous ne reviendrons pas sur l'objectif « 3 fois 20 » que l'UE s'est fixée à l'horizon 2020, c'est à dire réduire de 20 % nos émissions de gaz à effet de serre (ETS), augmenter à 20% la part des énergies renouvelables et améliorer de 20% l'efficacité énergétique;
- nous ne reviendrons pas, non plus, sur le calendrier : une solution appropriée doit être trouvée d'ici la fin de l'année. C'est la responsabilité de la présidence française de dégager un compromis européen ambitieux en vue des réunions de Poznan et de Copenhague.

L'Union européenne a donc besoin de vous pour maintenir son niveau d'ambition. Nous attendons des régions une mobilisation accrue notamment en matière d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables, ou encore d'éco-tourisme. Cette mobilisation sera véhiculée au cœur même de l'UE par le Comité des régions. L'engagement politique de ce Comité à nos côtés est d'ores et déjà un gage de réussite.

L'Union européenne se doit certes d'être exemplaire. Mais bien au-delà, elle doit jouer un véritable rôle de levier pour que les autres pays du monde entier la suivent. A ce titre, le Sommet d'aujourd'hui, parce qu'il regroupe des représentants du monde entier, revêt une importance capitale. Vous avez, chacun d'entre vous, un rôle fondamental à jouer auprès de vos Etats et à l'extérieur. Vous devez être les ambassadeurs du changement climatique et porter cette ambition pour que soient un succès les rendez-vous de Poznan et de Copenhague.

Certaines régions sont particulièrement affectées par les catastrophes naturelles dues au changement climatique. Vous en témoignerez cette après-midi lors des sessions spécialisées : il y a l'appauvrissement de la biodiversité, l'altération de la ressource en eau douce, la profonde modification de l'agriculture mondiale, l'accroissement du niveau des mers. Bref, nous sommes entrés aujourd'hui dans l'ère de la rareté : rareté des terres, de l'air, de l'eau et même rareté de la vie, avec la perte de biodiversité qui affecte tout le vivant. C'est pourquoi nous devons mobiliser toute notre énergie pour préserver le capital de la planète.

Pour arriver à ces objectifs, un des maîtres mots c'est l'innovation. Au niveau européen il faut développer des outils en faveur de la technologie, la recherche et l'innovation. Les

fonds de la politique de cohésion sont des instruments clé qui doivent permettre d'améliorer la compétitivité des régions européennes et de l'Union dans son ensemble. Plus généralement, le soutien de la Banque Européenne d'Investissement et des fonds structurels européens est essentiel pour le développement de ces programmes. A ce titre, la BEI a fait de la promotion d'une « énergie durable, compétitive et sûre » l'un des objectifs prioritaires de son Plan d'activité pour 2007-2009. C'est un premier pas en avant. A l'échelle mondiale, le Fonds pour l'Environnement Mondial finance des initiatives engagées dans la lutte contre les principales menaces qui pèsent actuellement sur l'environnement de la planète : la déperdition de la biodiversité, le changement climatique, la dégradation des eaux internationales, l'appauvrissement de la couche d'ozone, la dégradation des sols ... Il faut utiliser tous ces leviers pour une action plus efficace.

C'est également la coopération entre régions et leur mise en réseau qui permettra d'avancer encore plus vite et de mettre en route une dynamique de développement. Il faut encourager l'échange de bonnes pratiques en particulier les pratiques les plus innovantes. Dans la continuité, les pôles de compétitivité, regroupant des réseaux d'acteurs localisés en fonction d'un projet technologique commun, contribuent à l'attractivité de l'UE. Il faut donc promouvoir ce type de stratégie.

Vos travaux aujourd'hui sont extrêmement importants. Vous le voyez, ils s'inscrivent pleinement dans les priorités de notre présidence et bien au-delà. Tous mes vœux vous accompagnent.

Je vous remercie.